

Le goulag psychiatrique.

Micheline Mehanna, psychologue clinicienne, psychanalyste.

©Revue Européenne de Psychologie et de Droit

www.psyetdroit.eu

Dans le chapitre 11 de son ouvrage *Jugement à Moscou. Un dissident dans les archives du Kremlin*, publié en 1995 chez Robert Laffont, et intitulé « En quoi croyaient-ils » on peut lire en début du chapitre : « Il est indéniable que l'utilisation de la psychiatrie comme instrument de répression politique fut le crime contre l'humanité le plus criant de l'après-guerre. La postérité s'en souviendra dans des siècles, comme nous nous souvenons de la guillotine de la Révolution française, comme demeure dans l'histoire le goulag stalinien et les chambres à gaz hitlériennes » (p. 209). Dans le chapitre 10 « Le goulag psychiatrique », Boukovski écrivait : « Ce que je cherchais sans doute le plus, c'étaient les documents touchant l'utilisation de la psychiatrie à des fins répressives et c'était ce qu'il y avait de plus difficile à trouver. Soit que d'anciens apparatchiks aient saboté mes recherches, soit que ces documents n'aient pas existé. Allez savoir ! Le temps passait, le moment venait de témoigner devant le Tribunal constitutionnel et je somrais dans une douce panique : car il s'agissait du « clou du spectacle », d'un des plus lugubres crimes de l'ère poststalinienne ou, selon la juste remarque de Soljenitsyne, de la « variante soviétique des chambres à gaz » (p.189). Ce que trouva Boukovski dépassa ses espérances. En effet, dès 1969, la « méthode psychiatrique » fut étudiée par le Politburo comme possibilité de « répression de masse ». Lorsque Boukovski quitte le camp en janvier 1970, l'ampleur de cette répression de masse par la méthode psychiatrique, est encore inimaginable. Boukovski avait évidemment fait le constat que le nombre d'opposants inculpés et déclarés irresponsables était en nette progression. Par ailleurs, il était déjà évident que les psychiatres étaient en train d'élaborer un système de diagnostic facile à appliquer aux opposants politiques avec l'apparition de termes tels que « délire réformateur » et, surtout, la « schizophrénie larvée » ou « torpide » du Dr Snejnevski.

En avril 1982, Marc Boulet, journaliste, se glisse dans la peau d'un spécialiste français de la santé mentale avec une délégation qui se rend en Union soviétique. De cette aventure naît le texte *Dans la peau d'un psy. A l'intérieur des hôpitaux psychiatriques soviétiques* publié en 2001 dans la collection L'histoire immédiate, aux éditions du Seuil, sous le titre *Dans la peau d'un...* (p. 13 à 50). Ce texte journalistique nous donne un aperçu du discours véhiculé sur les hôpitaux psychiatriques en Union Soviétique par les occidentaux dans les années 80, soit une quinzaine d'années après les premiers internements, dans ces mêmes hôpitaux, des opposants au régime.

L'aventure commence par hasard pour l'auteur. Il est tombé sur un prospectus de l'Association France – URSS qui proposait un voyage d'étude de deux semaines en Union Soviétique pour découvrir « une pratique psychiatrique différente en système socialiste développé » (p. 14). L'association France-URSS est une association créée en 1945 à Paris et dissoute en 1992. Elle avait pour but de promouvoir l'amitié entre les peuples de France et d'Union soviétique. Les participants, dit ce prospectus, pourraient étudier « les contrôles évitant les abus possibles en matière de placement ou d'expertise » (p. 14).

Nous sommes donc en 1982 lorsque ce « voyage d'étude » est proposé, sous le régime de Brejnev, et les hôpitaux psychiatriques servent encore de prison et de centre de rééducation,

ou de torture pour les dissidents. Selon le magazine américain Time du 23 juin 1980, cité par l'auteur, un millier d'opposants sont internés dans les hôpitaux psychiatriques. Officiellement, ils souffrent de schizophrénie, dont les symptômes sont les suivants : « obsession de transformer la société », « illusions réformistes », « manie de persécution » ou encore « délire religieux ». Amnesty International souligne également que la situation de ces dissidents est encore plus inquiétante que celle des prisonniers du goulag. Considérés comme des malades mentaux, ils sont privés de tous leurs droits et internés pour une durée indéterminée. En 1977, l'Association psychiatrique mondiale condamne les internements de dissidents dans les hôpitaux psychiatriques. Cette condamnation ne diminue cependant pas le nombre des internements qui se multiplie sous le régime de Brejnev.

Proposer un voyage organisé, en 1982, pour visiter les hôpitaux psychiatriques en Union Soviétique et pour découvrir « une pratique psychiatrique différente » peut plonger le lecteur dans une grande perplexité. L'existence même de ce prospectus de l'association France-URSS est sidérante et peut paraître à première vue incompréhensible. Personne n'ignore à ce moment l'utilisation de la psychiatrie à des fins de répression politique. Personne n'ignore non plus qu'à ce moment des dissidents continuent d'être internés dans des hôpitaux psychiatriques spéciaux. En 1977, le Congrès mondial des psychiatres à Honolulu a condamné les abus soviétiques. En 1983, un an après ce voyage d'étude, « la délégation soviétique fut exclue de l'Association mondiale des psychiatres ou plus exactement les Soviétiques s'en retirèrent en comprenant que leur exclusion était inévitable » (Boukovski, p. 188). Le document que nous avons retranscrit, extrait du livre de Boukovski, donne tout son sens à ce voyage de 1982 : « L'objectif est d'utiliser leurs déclarations positives (aux personnes invitées) pour notre travail de propagande à l'étranger... ».

Boukovsky V., *Jugement à Moscou. Un dissident dans les archives du Kremlin*, Robert Laffont, 1995.

Chapitre 10 « Le Goulag psychiatrique »

Résolution du secrétariat du CC St-193/2 s du 15/01/1980 (citée p. 200-202)

« Dans plusieurs pays occidentaux, on voit s'intensifier une campagne antisoviétique, assortie d'élucubrations grossières, sur l'utilisation de la psychiatrie en URSS, soi-disant comme arme politique dans la lutte contre les mal-pensants, écrivait Andropov dans un rapport au CC. Les centres idéologiques et les services spéciaux de l'adversaire y engagent amplement les médias, utilisent les tribunes des forums scientifiques, inspirent des « manifestations » et des « protestations » antisoviétiques... Les derniers renseignements attestent que cette campagne a le caractère d'une action antisoviétique délibérée. Les organisateurs de ces déclarations calomnieuses, à ce qu'on voit, s'efforcent de préparer l'opinion publique à une condamnation officielle de « l'abus de la psychiatrie en URSS » lors du prochain Congrès mondial des psychiatres (Honolulu, Etats-Unis) en août 1977, espérant produire une résonance négatives à la veille de la célébration du 60^e anniversaire de la grande révolution socialiste d'Octobre.

« Dans l'intensification des sentiments antisoviétiques, un rôle important revient au Collège royal de psychiatrie de Grande-Bretagne, qui se trouve contrôlé par des éléments pro sionistes. Lors de son congrès de 1976, il a pris la décision de s'adresser aux participants du VI e Congrès mondial de psychiatrie pour réclamer la condamnation de « l'utilisation systématique des psychiatres à des fins politiques en URSS ». Une équipe de travail a été créée pour étudier les « preuves d'abus de la psychiatrie ».

« En juin 1976, la question de la « situation de la psychiatrie soviétique » a été examinée par l'assemblée générale de l'Union française des psychiatres et une résolution a été prise

« condamnant les actions des psychiatres d'URSS », cependant qu'une pétition réclamait qu'on « mette un terme à l'utilisation de la psychiatrie à des fins répressives ».

« Les inspirateurs de cette action exercent une pression également sur la direction de l'Association mondiale des psychiatres. Le Comité exécutif de cette association reçoit des « preuves de l'abus de la psychiatrie » fabriquées en Occident et des demandes d'interventions visant à condamner les psychiatres soviétiques. Les psychiatres anglais D. Lea et L. Riss, membres du Comité exécutif de l'Association mondiale des psychiatres, sont l'objet d'une chasse à l'homme pour le seul fait d'avoir été élus membres d'honneur de la Société soviétique de neuropathologie et de psychiatrie sur l'initiative de savants soviétiques.

« Lors du symposium de l'Association mondiale des psychiatres, qui s'est déroulée à Londres en juin 1976, sur « éthique et psychiatrie », certains participants ont essayé d'inclure dans une déclaration un point concernant les « dissidents politiques » avec le soutien de certains membres du Parlement, la plupart des journaux de Londres, la radio, la télévision de même que des participants au meeting antisoviétique qui avait été organisé. Toutefois, grâce à la position énergique et conséquente du Pr Vartanian M.E., représentant soviétique et membre du Comité exécutif de l'Association, cette proposition a pu être écartée.

« Le Comité de sécurité, grâce à ses moyens opérationnels, prend des mesures pour contrecarrer les attaques hostiles qui sont provoquées en Occident autour de la psychiatrie soviétique.

« En même temps nous jugerions opportun, par le biais de la section des sciences et des établissements d'enseignement du CC du PCUS et par le biais de la section propagande du CC du PCUS, de changer le ministère de la Santé d'URSS d'assurer pendant la période de préparation et le déroulement du VI e Congrès mondial de psychiatrie (1977) les mesures officielles adéquates en utilisant les canaux des échanges scientifiques internationaux, en organisant leur couverture au plan de la propagande, simultanément avec les organes d'information »

« Le ministère de la Santé d'URSS effectue un travail de dépistage des grands psychiatres progressistes des Etats-Unis, d'Angleterre, de France et d'autres pays capitalistes, assorti de leur invitation en URSS pour y participer à des conférences et à des colloques et se familiariser avec les réalisations de l'assistance psychiatrique dans notre pays. L'objectif est d'utiliser leurs déclarations positives pour notre travail de propagande à l'étranger... Le ministère de la Santé et le ministère de l'Intérieur de l'URSS ont organisé des inspections des hôpitaux spécialisés où se pratiquent l'internement et le traitement coercitifs des personnes affectées de maladies mentales afin d'améliorer l'assistance médicale de cette catégorie de patients. Cela dans l'intention, si besoin était, de réaliser une visite par des spécialistes étrangers de certains de ces établissements hospitaliers.

Lors de la visite du département pédiatrique de l'Institut de recherches psychiatriques, Marc Boulet est frappé par les conditions carcérales du service de pédopsychiatrie. La pratique de l'ergothérapie, la rééducation par le travail, est omniprésente. L'auteur se réfère à un des communiqués d'Amnesty International qui révèle l'existence en URSS d'usines pour handicapés mentaux. En effet, l'insertion industrielle représente pour le régime soviétique la meilleure des thérapies.

Les psychiatres de Moscou tiennent un discours matérialiste : la maladie mentale s'explique par un comportement qui s'écarte de la norme. La psychanalyse est dénoncée et les livres de

Freud introuvables à cette époque. Dans ce département, affirme l'intervenant devant la délégation, la psychanalyse n'est jamais utilisée, « dans notre hôpital, nous soignons les maladies mentales de manière rationnelle, c'est-à-dire avec des médicaments ».

La délégation visite ensuite à Kharkov en Ukraine, l'Institut de protection des enfants et des adolescents. Les pédopsychiatres ukrainiens reconnaissent prescrire aux enfants des tranquillisants, des antidépresseurs, des neuroleptiques mais aussi des chocs à ultrasons, des électrochocs et des insulinothérapies.

A l'Institut de perfectionnement médical de Kharkov, la délégation rencontre la psychiatre Stritsova, professeur de psychologie légale et c'est la question de la schizophrénie qui est au centre des interrogations. Comment la dépiste-t-on ?

Nous avons constaté dans notre pratique, dit-elle, qu'un schizophrène est déjà atteint avant que l'on puisse dépister son trouble mental. Certes il n'est pas facile de diagnostiquer le mal avant qu'il ne se manifeste. Mais quand nous pouvons traiter un patient de façon préventive, nous obtenons d'excellents résultats. Autrement dit, dit l'auteur, un individu est schizophrène avant de l'être. Qui en décide ? Au vu de quels symptômes ? La théorie se résume ainsi : « vous êtes fou et pourtant rien ne le laisse penser » (p. 31).

Les récits des dissidents, les rapports d'Amnesty International avaient déjà souligné que « l'apparente normalité d'un sujet n'empêche pas son internement forcé » (p.31-32). Bien au contraire, c'est cette apparente normalité qui devient suspecte. Andreï Snejnevsky qui dirige l'Institut psychiatrique de l'Académie de médecine de Moscou, a découvert une nouvelle maladie : la schizophrénie latente : elle peut sommeiller pendant trente ans chez un individu avant d'exploser, parfois sous la forme d'une dissidence politique active. L'écrivain Vladimir Boukovsky, exilé en occident après de nombreux séjours dans les camps et les hôpitaux psychiatriques soviétiques, arrive à cette conclusion : « Nul ne sait s'il est ou non schizophrène, à moins que le professeur Snejnevsky ne le décrète ! » (p.32).

L'hebdomadaire américain Newsweek du 11 janvier 1982 a également publié le témoignage d'Aleksei Nikitin, ingénieur des mines et membre du parti communiste. Il dénonça l'absence de sécurité dans les mines et se retrouva interné en hôpital psychiatrique, à l'asile de Dniepropetrovsk, au sud de Kharkov : « la sulfazine c'est comme une perceuse qui fore à l'intérieur de votre corps, et cela devient de pire en pire, jusqu'à ce que vous ne puissiez plus l'endurer » (p.33). La sulfazine est souvent administré plusieurs jours de suite aux patients des hôpitaux psychiatriques soviétiques. Ce traitement sert de punition pour les moindres actes d'indiscipline.

Le Dr Koryagin, né en 1938, est psychiatre, spécialiste de la schizophrénie, et en 1977, il est membre de la commission de contrôle sur l'utilisation abusive de la psychiatrie en URSS. Il a été arrêté en février 1981 et condamné en juin à sept ans de camp de travail et 5 ans d'exil pour « agitation et propagande antisoviétiques ». En 1982, Amnesty International a rendu compte de son procès. Il avait examiné 55 dissidents et en avait conclu qu'il n'y avait aucune justification médicale à leur internement et a fait campagne pour la libération des dissidents détenus dans des hôpitaux psychiatriques. Il dénonçait cette pratique de la « prophylaxie de l'aggravation mentale » liée à la théorie de la schizophrénie latente du professeur Snejnevsky. C'est sur la base de ce diagnostic que le pouvoir soviétique justifie l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques. Les médecins remplacent la police et la justice en éliminant les dissidents, en les définissant comme des malades ou de futurs malades qu'il faut soigner préventivement en les internant de force. Le Dr Koryagin est libéré le 19 février 1987.

Le 15 avril 1982, la délégation visite le tristement célèbre Institut Serbski, rue Kropotkinski. L'auteur a rencontré, une semaine avant son départ, la dissidente Natalia Gorbanevskajaïa, que nous avons déjà évoqué dans le premier article, auteur de *Midi, place Rouge*, publié chez Robert Laffont, en 1970. Gorbanevskajaïa avait été internée à l'Institut Serbski. En 1968, elle avait participé sur la place Rouge à une manifestation contre l'invasion de la Tchécoslovaquie. Le KGB a ouvert contre elle une longue procédure judiciaire. Elle a été envoyée à l'Institut Serbski pour y subir des expertises psychiatriques. Déclarée schizophrène, donc irresponsable de ses actes, « commis sous l'empire de la maladie », elle a été internée dans « un hôpital psychiatrique spécial » loin de Moscou pour y être « soignée ». La commission d'expert qui a diagnostiqué la schizophrénie de Gorbanevskajaïa était présidée par le professeur Morozov. C'est ce même professeur Morozov qui reçoit la délégation en 1982 dans une salle de conférence située dans un pavillon annexe de la prison.

Morozov dont le nom apparaît dans les récits des dissidents, les commissions d'expertises psychiatriques et dans les rapports d'Amnesty International se présente à la délégation comme si quelqu'un pouvait encore ignorer qui il était : Je dirige l'Institut Serbski, dit Morozov, je suis membre de l'Académie de médecine de l'URSS. En effet, nous précise l'auteur, Morozov préside la Société soviétique de psychiatrie. Il est surtout l'un des plus fervents disciples de Snejevsky, l'inventeur de cette nouvelle forme de schizophrénie en Union Soviétique. Il est aussi général du MVD (ministère de l'Intérieur) et ami intime de Youri Andropov, le patron du KGB.

L'Institut Serbski a été fondé en 1921 afin de déterminer le niveau de responsabilité mentale des criminels. Serbski dépend du ministère de la Santé publique. Trois tâches lui sont dévolues : la surveillance des « patients », l'expertise scientifique de leur psychisme et l'étude anatomique et biologique de leur cerveau. Tous sont des criminels « délinquants » politiques ou criminels de droit commun. Ils viennent à Serbski subir un examen psycho-légal. En fonction du compte rendu de Morozov, le tribunal de Moscou les oriente vers une prison ou vers un hôpital psychiatrique (p. 41).

Avant d'entreprendre ce voyage, Marc Boulet, rencontre donc Natalia Gorbanevskajaïa et discute avec elle de l'influence du KGB sur les expertises de l'Institut Serbski : « C'est simple, le KGB décide de votre sort... Le simple fait qu'il s'intéresse à une personne induit déjà un diagnostic de déviance mentale, de schizophrénie. Les psychiatres officialisent le verdict » (p. 42). Natalia Gorbanevskajaïa poursuit : « Lors de mes premiers séjours à Serbski, les médecins ne m'ont administré aucun neuroleptique. Après l'expertise qui m'a reconnue schizophrène et irresponsable de mes actes, j'ai été internée à l'hôpital psychiatrique spécial de Kazan. Là bas, on m'a infligé des traitements à l'halopéridol. Les effets secondaires étaient atroces. Ce médicament dont je n'avais pas besoin me faisait souffrir en permanence des malaises de la maladie de Parkinson. Je me sentais brisée, comme enchaînée dans une camisole chimique. On ne soignait pas ma prétendue folie, on essayait au contraire de me détruire en me rendant folle pour de vrai. Et j'avais peur de ne pas pouvoir résister, de ne même pas être capable de réaliser à quel moment j'allais perdre la raison... Mais à propos de Serbski, il faut être juste. C'est lors de la dernière expertise, avant ma libération, que Morozov et ses collègues m'ont torturé aux neuroleptiques. Ils voulaient poursuivre le traitement de l'asile de Kazan » (p. 43 et 44).

Pour les psychiatres de l'Institut Serbski, une apparente normalité peut donc être un symptôme de schizophrénie. Une trop grande lucidité, une capacité de raisonner ou le refus

obstiné de critiquer et condamner ses actes peuvent constituer un symptôme de schizophrénie, de perte de contact avec la réalité sociale, et les menaces d'internement pèsent sur le patient expertisé. C'est ce que Morozov, à la suite de Snejnevski, appelle la « schizophrénie torpide ». Le bulletin d'Amnesty International du 1^{er} août 1977 cite les révélations d'un infirmier de Moscou : « Si un détenu proteste et exige le respect de ses droits légaux, le psychiatre peut interpréter ce comportement comme un *délire procédurier*. Si pour quelques raisons, le détenu refuse de répondre aux questions, on pourra diagnostiquer un autisme » (Note des pages 42 et 43).

Pour Morozov, une apparente normalité peut cacher des idées démentes et des délires de réforme. Ces réformateurs perdent contact avec la réalité et deviennent dangereux pour la société. C'est la raison pour laquelle il faut prendre en charge ces malades et les soigner. Et comme ils n'ont pas conscience de leur délire, un traitement forcé s'impose. S'imaginer que l'on peut individuellement réformer la société soviétique, que l'on peut combattre l'énorme appareil du Parti et du KGB, n'est-ce pas déjà du délire dit Morozov ? N'est-ce pas la preuve que l'on n'a pas conscience des réalités ? C'est de la schizophrénie, la maladie des dissidents (p.46). Le cynisme de ce psychiatre est sans limite. Le directeur de l'information de l'Institut Serbsky va encore plus loin. N'oublions pas que nous sommes en 1982. Il informe ces interlocuteurs de l'existence d'un laboratoire de recherche sur la schizophrénie qui a pour objectif de détecter la molécule de la schizophrénie. Toute maladie mentale a une origine organique, matérielle, une cause biologique, les pensées dissidentes, elles aussi, devraient avoir leur molécule et les soviétiques seraient les premiers à découvrir la structure chimique des idées dissidentes (p.47-48).

« Pour les psychiatres d'aujourd'hui », écrit Boukovsky, « notre époque à nous, c'est déjà de l'histoire » (Boukovsky, p. 207). En 1992, alors qu'il prépare sa déposition devant le Tribunal constitutionnel, il visite l'Institut Serbski avec une équipe de la télévision russe. Le Dr Tatiana Dmitrieva, directrice de l'Institut à ce moment lui dit : « J'ai lu votre livre et il y a longtemps que je voulais vous dire que tout ce que vous avez écrit sur notre institut et sur les « hôpitaux spéciaux » est la vérité » (p.207). Boukovski conclut : « Il s'est écoulé trente ans depuis le jour où je passai pour la première fois le seuil de cet établissement naguère sinistre. Sur tous ceux qui m'ont connu en qualité de « patient », il ne reste que deux personnes : une vieille femme de charge, Choura, et le « directeur honoraire », « l'académicien » G. V. Morozov, qui nous traitait. Personne n'est revenu sur nos diagnostics, personne n'a même songé à s'excuser pour toutes les calomnies qui pendant des décennies ont été déversées sur nous dans la presse ou chuchotées à notre propos dans les coulisses, à l'occasion de « contacts personnels ». Aucun de ces « académiciens » n'a comparu devant un tribunal pour crime contre l'humanité ni même ne s'est vu dégradé pour avoir enfreint le serment d'Hippocrate. Bien au contraire, beaucoup, comme Vartanian et Babaian, continuent à diriger la psychiatrie soviétique et même à la représenter à l'étranger. Et si le pouvoir actuel n'a pas besoin de la « méthode psychiatrique », cela ne signifie pas que le pouvoir de demain n'y recourra pas. Est-il si difficile d'y revenir ? Il suffirait de licencier cette gracieuse dame de son poste de directeur et d'entauler dans des camps les rares psychiatres des groupes de vigilance. Quant à savoir à quelles idées sera soumise la psychiatrie pour corriger les cerveaux des citoyens – national – ou international – socialisme ? -, ce n'est qu'une question secondaire » (p.207).

En 2002, Michel Landry propose une nouvelle édition de son essai de 1990 *L'Etat dangereux. Un jugement déguisé en diagnostic*. En annexe, il publie un de ses articles daté de 1978 et publié dans « Le journal de Médecine de Besançon » (Annexes p. 151-161). Cet article intitulé « Délirant paranoïaque ou idéaliste passionné » reprend l'expertise du général Grigorenko effectuée à l'Institut Serbski. Au sujet de cette expertise il écrit (p. 155) : « L'argumentation prêterait à sourire si la liberté d'un homme n'en avait pas été l'enjeu. On ne peut que rester pantois devant une telle sottise, surtout si l'on considère qu'elle affectait des hommes de science dont la vocation est précisément de mesurer et au besoin d'améliorer les facultés de discernement et le degré de lucidité de leurs concitoyens. Et dès lors que l'on retient cette seconde explication, il y a tout lieu de s'inquiéter des dangers que comporte la psychiatrie, du moins cette psychiatrie là, partout où elle s'est institutionnalisée. A la question de savoir si le général Grigorenko a été victime du communisme ou de la psychiatrie, la réponse est donc : les deux à la fois. En tant qu'instrument du pouvoir, la psychiatrie vaut ce que vaut le système politique qui l'utilise. Au demeurant, que tous ceux qui se gaussent de l'imbécillité des psychiatres soviétiques et de la naïveté puérile de leurs diagnostics se penchent un peu sur notre propre nosographie : ils remarqueront qu'elle n'est guère plus rassurante ». Nous y reviendrons.

Bibliographie :

Boukovsky V., *Jugement à Moscou. Un dissident dans les archives du Kremlin*, Robert Laffont, 1995.

Boulet M., « Dans la peau d'un psy. A l'intérieur des hôpitaux psychiatriques soviétiques », in *Dans la peau d'un...*, Collection L'histoire immédiate, éditions du Seuil, 2001, p. 13-50.

Landry M., *L'état dangereux. Un jugement déguisé en diagnostic*, L'Harmattan, 2002.

Le goulag psychiatrique

©Revue Européenne de Psychologie et de Droit

www.psyetdroit.eu